

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/18

19 mars 1997

(97-1125)

CONSEIL GENERAL  
7 février 1997

## COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 7 février 1997

Président: M. W. Rossier (Suisse)

| <u>Sommaire</u>  | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| 1. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales . . .  | 2           |
| a) Organisations internationales intergouvernementales ayant le statut<br>d'observateur sur une base <i>ad hoc</i> . . . . .   | 2           |
| b) Demandes de statut d'observateur présentées par d'autres organisations<br>internationales intergouvernementales . . . . .   | 2           |
| 2. Centre du commerce international CNUCED/OMC . . . . .   | 3           |
| - Rapport du Groupe consultatif commun . . . . .   | 3           |
| 3. Conditions d'emploi du personnel de l'OMC . . . . .   | 5           |
| 4. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements . . . . .  | 9           |
| - Consultation avec l'Inde: déclaration du Président du Comité . . . . .   | 9           |
| 5. Equateur: Engagements énoncés dans le Protocole d'accession . . . . .   | 11          |
| - Communication des Etats-Unis . . . . .   | 11          |
| 6. Désignation des Présidents des organes de l'OMC . . . . .   | 14          |
| 7. Suivi de la Conférence ministérielle de Singapour - Groupes de travail chargés<br>d'examiner les liens entre commerce et investissement, l'interaction du<br>commerce et de la politique en matière de concurrence et la transparence<br>des pratiques de passation des marchés publics . . . . . | 15          |
| - Consultations sur la désignation des présidents . . . . .  | 15          |
| 8. Célébration du cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral . .   | 17          |
| 9. Postes de Directeurs généraux adjoints . . . . .  | 20          |
| - Annonce du Directeur général . . . . .   | 20          |
| 10. Organisation des réunions des organes de l'OMC . . . . .   | 21          |
| 11. Election du Président . . . . .  | 21          |

1. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales (WT/GC/W/51)
  - a) Organisations internationales intergouvernementales ayant le statut d'observateur sur une base *ad hoc*
  - b) Demandes de statut d'observateur présentées par d'autres organisations internationales intergouvernementales

Le Président a rappelé que conformément aux arrangements *ad hoc* concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales approuvés lors d'une réunion informelle des Chefs de délégation en mars 1995<sup>1</sup>, un certain nombre d'organisations, à savoir les Nations Unies, la CNUCED, le FMI, la Banque mondiale, la FAO, l'OMPI et l'OCDE, avaient assisté régulièrement aux réunions du Conseil général. Pour ce qui était du FMI et de la Banque mondiale, il a fait observer que ces organisations s'étaient vu octroyer le statut d'observateur au Conseil général et auprès d'autres organes de l'OMC comme le prévoyait leur accord respectif avec l'OMC (WT/L/195). En ce qui concerne les autres organisations internationales intergouvernementales, le Président a proposé:

- a) que le statut d'observateur soit octroyé immédiatement aux organisations ayant déjà le statut d'observateur sur une base *ad hoc* au Conseil général, à savoir les Nations Unies, la CNUCED, la FAO, l'OMPI et l'OCDE;
- b) que le Président procède à des consultations pour ce qui était des organisations internationales intergouvernementales dont les demandes de statut d'observateur n'avaient pas encore été examinées. La liste de ces organisations figurait à la section II du document WT/GC/W/51. Etant donné que le Conseil international des céréales et l'Office international de la vigne et du vin avaient retiré leurs demandes, et que d'autres organisations pourraient en faire autant par la suite, un document révisé serait distribué ultérieurement;
- et c) que le Conseil général invite les autres organes de l'OMC à procéder de la même manière concernant l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales intergouvernementales.

Le représentant de la Jamaïque a proposé que toute consultation concernant le statut d'observateur des organisations internationales à laquelle procéderaient les Présidents du Conseil général et des autres organes de l'OMC soit régie par des critères objectifs et officiellement convenus. De plus, comme l'OMC était une organisation gérée par ses Membres, les organisations similaires parmi celles demandant le statut d'observateur auprès de l'OMC devraient être identifiées et clairement distinguées des autres. Il espérait, s'il n'y avait pas d'objection à sa proposition, que des lignes directrices concernant ces consultations informelles seraient distribuées prochainement.

Le Président a dit qu'il existait déjà des lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales auprès de l'OMC et qu'elles avaient été approuvées par le Conseil général le 18 juillet 1996. Elles étaient reproduites à l'annexe 3 du Règlement intérieur dans le document WT/L/161.

Le représentant des Etats-Unis a dit que la proposition du Président était dans les grandes lignes acceptable pour sa délégation. Il a attiré l'attention sur le paragraphe 4 des lignes directrices publiées dans le document WT/L/161, annexe 3, selon lequel, les demandes de statut d'observateur seraient examinées cas par cas par chaque organe de l'OMC "compte tenu de facteurs tels que ... la réciprocité du point de vue de la possibilité d'assister aux débats, des documents et d'autres aspects du statut d'observateur ...". Cette règle était donc clairement fondée sur le principe selon lequel le statut d'observateur devait être réciproque. En outre, d'après cette règle, il ne faudrait envisager d'octroyer le statut d'observateur qu'aux organisations auprès desquelles l'OMC souhaitait elle aussi avoir ce statut. Lorsqu'une organisation voulait obtenir le statut d'observateur, les Membres devaient se demander si ses activités intéressaient l'OMC et si celle-ci souhaitait en observer le déroulement. Si la réponse à cette question était positive, les Membres devraient veiller, avant d'accorder à l'organisation en question

---

<sup>1</sup>Voir WT/GC/M/3, point 3.

le statut d'observateur auprès de l'OMC, à ce que le Secrétariat de l'OMC obtienne la garantie que cette mesure serait réciproque. Si par contre la réponse était négative, les Etats-Unis ne pensaient pas que les Membres devraient accéder à la demande de cette organisation. La délégation américaine poursuivrait l'examen de la question au fur et à mesure du déroulement des consultations proposées par le Président.

Le représentant du Maroc s'est associé à la déclaration de la Jamaïque et des Etats-Unis. Il estimait qu'il devrait y avoir des raisons valables et logiques d'accorder le statut d'observateur à une organisation et de le refuser à une autre. Les demandes devaient être examinées cas par cas, de manière parfaitement transparente, et de façon à ce que les organisations concernées comprennent pourquoi certaines demandes étaient satisfaites et d'autres non.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a accepté la proposition du Président.

2. Centre du commerce international CNUCED/OMC  
- Rapport du Groupe consultatif commun (ITC/AG(XXIX)/157)

M. Forteza (Uruguay), Vice-Président du Groupe consultatif commun a présenté le rapport du Groupe sur sa vingt-neuvième session (ITC/AG(XXIX)/157) au nom de son Président, M. Baldocci (Italie). Le Groupe avait examiné les points ci-après: i) examen des activités de coopération technique du CCI en 1995 sur la base de son rapport annuel; ii) définition de la mission du CCI; iii) contribution du CCI au plan à moyen terme de l'ONU pour la période 1998-2001; et iv) rapport du Comité consultatif sur le Fonds global d'affectation spéciale.

Dans sa déclaration liminaire, le Directeur exécutif avait rappelé qu'au cours des deux dernières années le CCI s'était consacré aux tâches ci-après: préciser ses orientations; clarifier son mandat; étoffer ses relations avec les organes dont il relevait, les bénéficiaires, les partenaires et les donateurs; restructurer l'organisation; redéfinir les responsabilités des divisions; redistribuer les ressources; redéployer le personnel; et rationaliser son fonctionnement. Le Groupe avait à nouveau souligné avec vigueur la pertinence et l'importance des activités de coopération technique du CCI en 1995, jugeant qu'elles étaient pragmatiques et axées sur des objectifs précis, qu'elles répondaient aux besoins des pays et qu'elles tenaient compte de leur capacité de promotion des échanges et de développement des exportations. Le Groupe s'était félicité de la décision du CCI de rédiger une définition de sa mission et avait souscrit sans réserve à la présentation de la stratégie, des services essentiels, des valeurs et du mode de fonctionnement du CCI. Il avait également pris note de la contribution du CCI au plan à moyen terme de l'ONU pour la période 1998-2001. Rappelant qu'il avait adopté la proposition de créer un fonds global d'affectation spéciale à sa vingt-huitième session, le Groupe s'était déclaré satisfait de l'institution de ce fonds et du bon fonctionnement de son Comité consultatif.

Enfin, au nom du Groupe consultatif commun, M. Forteza a exprimé sa gratitude aux gouvernements allemand, canadien, chinois, danois, finlandais, indien, japonais, néerlandais, norvégien, suédois et suisse, qui avaient confirmé leurs contributions ou annoncé d'éventuelles contributions volontaires au CCI pour son programme de coopération technique.

Le représentant de l'Egypte a dit qu'il se réjouissait d'une coopération accrue entre l'OMC, la CNUCED et le CCI visant à accroître leurs activités de coopération technique en faveur des pays en développement et en particulier de la région Afrique, qui regroupait la majorité des pays les moins avancés. Il a remercié les gouvernements qui avaient annoncé des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale et espérait que la création de ce fonds n'entraînerait pas une réduction des contributions ordinaires destinées à financer les activités d'assistance technique si indispensables du CCI. Il a félicité le Directeur général et le Secrétaire général de la CNUCED des efforts qu'ils déployaient conjointement pour accroître la coopération technique avec les pays en développement, en étroite

collaboration avec le CCI. Il a demandé si le Directeur exécutif du CCI pourrait informer les Membres de ses plans concernant le suivi de la Déclaration ministérielle de Singapour, qui comportait plusieurs points présentant un intérêt pour les pays en développement, et plus particulièrement les pays africains.

Le représentant de la Jamaïque a dit que l'objectif central des activités d'assistance technique du CCI devait être de renforcer la capacité institutionnelle des pays en développement de façon à ce que, avec le temps, de moins en moins de pays aient besoin du type d'assistance offert par le biais de séminaires et de débats généraux. Il s'est déclaré favorable à la notion d'"objectifs mesurables" évoqués au paragraphe 77 du rapport. Ce point devrait être développé afin que l'on puisse voir ce que le CCI avait réalisé avec les ressources dont il disposait pendant un laps de temps précis.

Le représentant de l'Inde s'est déclaré satisfait de ce que le CCI soit parvenu à fournir un apport valable à la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en 1996. Le Secrétaire général de la CNUCED avait fort justement reconnu cette contribution du CCI dans le discours qu'il avait prononcé devant le Groupe consultatif commun l'année précédente. Les Membres de l'OMC appréciaient tout autant le rôle que le CCI avait joué et devait jouer pour ce qui était d'aider les pays en développement à bénéficier pleinement des résultats du Cycle d'Uruguay, et en particulier de fournir une assistance technique aux entreprises et aux secteurs public et privé des pays en développement. La participation du CCI et de la CNUCED aux délibérations du Comité du commerce et du développement l'année dernière s'était avérée très utile pour établir des plans d'action concrets concernant les pays en développement Membres de l'OMC. L'esprit de coopération entre le CCI et l'OMC était illustré par l'engagement pris par les Ministres à Singapour d'adopter les recommandations du Comité du commerce et du développement, en particulier pour ce qui était de la mise en oeuvre des nouveaux engagements importants, tant sur le fond que sur la forme, pris par les pays en développement Membres à la fin du Cycle d'Uruguay. A cet égard, l'Inde se félicitait de la précieuse contribution qu'apporterait le CCI à la réunion conjointe qui serait organisée par la CNUCED, le CCI et l'OMC cette année en vue d'accroître les possibilités d'échange des pays les moins avancés.

Afin d'être en mesure de répondre à ces attentes, le CCI devait trouver la structure et la méthode les plus efficaces pour fournir assistance et conseils. L'Inde avait pris note des efforts qu'il déployait actuellement en vue d'une restructuration qui lui permettrait de faire face aux défis des années à venir. Comme sa relation avec le CCI était particulièrement étroite, l'Inde souhaitait à celui-ci de voir ses efforts couronnés de succès. En outre, pour la même raison, elle espérait que l'organisation parviendrait à effectuer sa restructuration sans perdre les ressources et l'expérience irremplaçables qu'elle avait accumulées au cours des années. Une évolution progressive avait souvent un impact plus durable que les bouleversements brutaux, en particulier dans le cas d'institutions comme le CCI qui maintenaient un équilibre délicat entre ce qu'elles étaient en mesure de faire et ce que l'on attendait d'elles. La contribution des experts des pays en développement, notamment indiens, avait enrichi le CCI et considérablement aidé les pays en développement au cours des années. L'Inde était toutefois préoccupée par le recul marqué des effectifs du CCI ces dernières années et souhaitait que des mesures soient prises de toute urgence pour rétablir l'équilibre. Compte tenu des problèmes survenus récemment au niveau du personnel supérieur, l'Inde souhaitait être informée de tout fait nouveau ayant une incidence sur le bon fonctionnement du CCI. Elle demandait aux Membres de suivre les activités du CCI, en particulier compte tenu du mandat adopté collectivement à la Conférence ministérielle de Singapour. En ce qui concernait le fonds global d'affectation spéciale, malgré ses ressources limitées, l'Inde en était un important contribuant. Elle était convaincue qu'avec les ressources additionnelles de ce fonds, le CCI continuerait de jouer un rôle unique dans l'élaboration et l'exécution de programmes et de projets "sur mesure" aux niveaux national et régional. C'est en jouant un tel rôle que le CCI s'acquitterait au mieux de la tâche pour laquelle il avait été créé et permettrait aux pays en développement de participer efficacement au système commercial multilatéral.

Le représentant de Singapour, prenant la parole au nom des pays de l'ANASE, a dit qu'il souhaitait savoir, concernant le CCI, quelle était l'importance des dépenses au titre de l'assistance technique par rapport aux ressources allouées au siège. De plus, il a estimé que le moment était venu d'élaborer un rapport global sur les activités d'assistance technique de la CNUCED, de l'OMC et du CCI afin de pouvoir juger de la valeur et de l'importance de ces activités et des besoins de financement.

M. Belisle, Directeur exécutif du CCI, a dit que, depuis Singapour, le CCI s'efforçait, en collaboration avec les organes dont il relevait et d'autres, de mettre au point de nouveaux moyens plus efficaces d'aider les pays en développement en matière de commerce. Il souscrivait pleinement à la déclaration du représentant de la Jamaïque, à savoir que le but logique des activités d'assistance technique du CCI était qu'un jour elles n'aient plus de raison d'être. Cela serait le cas lorsque le CCI aurait accompli sa tâche en matière de renforcement des capacités nationales et que les pays en développement seraient en mesure de participer efficacement au commerce international. Quant aux objectifs mesurables pour les programmes et projets, l'intervenant était parfaitement d'accord avec la Jamaïque. Les ressources financières consacrées à des projets d'assistance technique devaient avoir un impact spécifique que tous devaient mesurer collectivement. Les nouveaux projets et programmes du CCI comportaient effectivement des objectifs mesurables et cette question faisait l'objet de débats soutenus au CCI avec le Comité consultatif du fonds global d'affectation spéciale. Quant à la question soulevée par l'Inde, la présence accrue d'experts de pays en développement à tous les niveaux du CCI était indispensable et celui-ci faisait tout ce qu'il pouvait pour faire en sorte que ces pays soient dûment représentés. Pour ce qui était de la restructuration et de la réforme du CCI, les gouvernements avaient été très clairs en 1994 quant à la nécessité de procéder à une vaste réforme de fond; celle-ci avait été entreprise et serait menée à son terme. L'intervenant n'était pas en mesure, à la présente réunion, de répondre à la question de Singapour sur la répartition des fonds entre le terrain et le siège, mais il a souligné que des outils efficaces devaient souvent être élaborés au siège et adaptés à chaque pays afin d'éviter que l'on ne reparte pas à zéro à chaque fois qu'un nouveau projet était entrepris dans un pays en développement. Le budget ordinaire du CCI était justement là pour cela. Quant à la complémentarité de l'assistance technique fournie par les trois organisations, elle avait été l'objet de débats extrêmement intenses entre le CCI et ses organes de tutelle, et l'on avait beaucoup progressé pour ce qui était d'assurer non seulement la complémentarité, mais également la coordination de ces activités.

Le représentant du Japon a demandé pourquoi le Conseil général n'avait pas eu l'occasion d'examiner le rapport du Groupe consultatif commun plus tôt, étant donné qu'il avait été distribué en avril 1996. Le rapport contenait une partie intéressante consacrée à l'examen des activités de coopération technique en 1995 et l'intervenant estimait que le débat serait plus attentif et plus animé si les délégations avaient la possibilité d'examiner ces activités dans l'année qui suivait leur réalisation.

Le Président a dit que ce rapport avait été examiné avec retard à cause de problèmes d'organisation liés au fait que le Président du Groupe consultatif commun n'était pas disponible ainsi qu'à la charge de travail que représentaient les préparatifs de la Conférence ministérielle de Singapour.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a adopté le rapport publié sous la cote ITC/AG(XXIX)/157.

### 3. Conditions d'emploi du personnel de l'OMC

Le Président a rappelé que, malgré le soutien d'un grand nombre de délégations, il n'avait pas été possible en 1996 de parvenir à un consensus concernant le projet de décision sur ce point qu'il avait présenté le 18 septembre 1996. Le Conseil général avait donc décidé en novembre qu'il poursuivrait "en 1997 son examen du projet de décision du 18 septembre 1996, en vue de parvenir à une conclusion finale pour le 30 juin 1997 au plus tard" (WT/L/197). En conséquence, le Président

proposait de créer un groupe de travail à composition non limitée pour aider le Conseil général à respecter ce délai. Le groupe de travail aurait le mandat suivant:

- achever l'examen du projet de Statut du personnel, y compris le code de conduite;
- examiner le projet de Règlement du personnel;
- examiner le projet de statuts afférents au régime des pensions proposé pour l'OMC;
- examiner la structure de la gestion financière du régime des pensions proposé pour l'OMC;
- entreprendre une étude complémentaire sur les conditions du retrait de l'ICITO de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies avec établissement d'un calendrier pour ce retrait et présentation d'une demande de retrait, assortie de conditions, au Comité permanent de la Caisse commune des pensions à la fin de juin 1997;
- procéder à une étude détaillée complémentaire sur les incidences au plan des coûts, du projet de décision du 18 septembre 1996 et mener des consultations à ce sujet, selon qu'il sera approprié, avec le Comité du budget;
- analyser les résultats de l'exercice de classement des postes actuellement en cours;
- p o u r s u i v r e l'examen d'un système d'évaluation du comportement professionnel et de rémunération en fonction du comportement professionnel sur la base des propositions que le Secrétariat présentera.

Le groupe de travail devrait se réunir aussi rapidement que possible afin de définir un calendrier de travail et devrait faire rapport au Conseil général à chaque réunion. Son rapport final, les projets de textes définitifs de Statut et de Règlement du personnel et de Statuts afférents au régime des pensions ainsi qu'un projet de décision devraient être présentés au Conseil général d'ici à la fin mai 1997. Le Secrétariat assurerait l'appui technique nécessaire au groupe de travail et fournirait aux délégations qui le souhaitent le jeu complet des documents examinés par les groupes de travail précédemment établis par le Conseil général. Le Groupe de travail serait libre d'inviter des experts extérieurs.

Le Président a également proposé que le Conseil général l'autorise à désigner le Président du groupe de travail en consultation avec les Membres. Au cours des consultations qu'il avait tenues concernant la création de ce groupe, il avait été suggéré que le Conseil du personnel de l'OMC y soit représenté en qualité d'observateur. Toutefois, il n'avait pas été possible de parvenir à un consensus sur ce point et de nouvelles consultations seraient nécessaires lorsque le groupe aurait commencé ses travaux.

Le représentant de l'Egypte a dit que sa délégation était d'accord avec la proposition du Président; il espérait que le groupe de travail complèterait sa tâche dans les plus brefs délais et tiendrait compte aussi du travail réalisé par le Comité du budget pour éviter tout double emploi. Afin d'assurer une meilleure coordination entre les deux organes, la délégation égyptienne suggérerait que le Président du Comité du budget soit nommé Président du groupe de travail.

Le représentant de l'Allemagne s'est félicité de la création d'un groupe de travail et de la possibilité d'examiner la question au sein de ce groupe. Sa délégation était d'accord avec le mandat proposé, à condition que chaque délégation ait la possibilité d'exposer son point de vue. L'Allemagne, en tant que membre de nombreuses organisations internationales dont elle était un des principaux contribuables, souhaitait rappeler sa position générale, à savoir qu'il fallait trouver des solutions dans le cadre du système commun des Nations Unies. Le fait que l'Allemagne approuve la création du groupe de travail ne pouvait donc pas être interprété comme indiquant qu'elle approuverait un système autonome pour l'OMC. L'intervenant se félicitait également de ce que le groupe de travail serait libre d'inviter des experts extérieurs et il a dit que des experts de la Commission de la fonction publique internationale et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies devraient avoir

l'occasion de venir exposer leurs points de vue. La délégation allemande ne pouvait pas s'associer à un consensus pour ce qui était d'octroyer le statut d'observateur dans le groupe de travail au Conseil du personnel et elle ne voyait pas en quoi la présence d'observateurs pourrait aider les gouvernements Membres à prendre des décisions. Les décisions nécessaires ne pouvaient être prises que par les Membres. Faisant observer que des Membres du Secrétariat seraient présents aux réunions du groupe, il a dit que ceux-ci, de même que les délégations, seraient libres d'informer les représentants du Conseil du personnel. Il serait également possible de donner au Conseil du personnel la possibilité de s'adresser au groupe à un moment approprié. La délégation allemande estimait que le problème en l'occurrence n'était pas un manque de transparence mais de décision.

Le représentant du Maroc a dit que le mandat proposé pour le groupe de travail prévoyait l'analyse des résultats de l'exercice de classement des postes et l'examen d'un système de rémunération en fonction du comportement professionnel, mais la question de la structure du Secrétariat n'était pas mentionnée. La délégation marocaine estimait que cette question devait être examinée de manière appropriée.

Le représentant de la Norvège a dit que, selon lui, la proposition du Président pourrait permettre de parvenir à une décision sur la question des salaires et des pensions avant le 30 juin. Depuis Marrakech, les Membres avaient à maintes reprises reporté leur décision sur le fond de cette question. Si l'OMC voulait rester crédible, elle ne pourrait pas repousser l'échéance une nouvelle fois au-delà du 30 juin. En ce qui concernait l'octroi du statut d'observateur au Conseil du personnel dans le groupe de travail, la Norvège souhaitait aborder cette question au cours de la première réunion du groupe.

Le représentant des Etats-Unis a appuyé la proposition du Président et a regretté que l'Allemagne ne puisse pas se joindre au consensus pour ce qui était d'autoriser le Conseil du personnel à participer en qualité d'observateur aux travaux du groupe. Il était évident que le Conseil du personnel ne pouvait pas participer au même titre que les délégations. Cependant, les Membres n'avaient rien à cacher au personnel du Secrétariat et les Etats-Unis estimaient qu'il serait utile pour le Conseil du personnel d'observer les travaux du groupe afin qu'il puisse au moins comprendre pourquoi une position, quelle qu'elle soit, avait été adoptée.

Le représentant de l'Uruguay était favorable à la proposition du Président. Il s'est également associé à la déclaration des Etats-Unis concernant la participation du Conseil du personnel en qualité d'observateur aux réunions du groupe de travail. Il n'y avait rien à cacher et il était important que les représentants de ceux qui étaient les plus directement concernés participent aux travaux du groupe. La participation des représentants du personnel aux travaux des autres organisations sur des questions similaires s'était avérée très utile. C'était une chose que les Membres du Secrétariat chargés de l'appui technique participent à la réunion mais c'en était une autre que des observateurs représentant le Conseil du personnel soient présents et c'était ce que l'Uruguay souhaitait.

Le représentant de la Jamaïque a dit qu'il ne lui semblait pas possible qu'un organe établi par le Conseil général puisse prendre une décision en matière de participation quand le Conseil général lui-même ne parvenait pas à un consensus sur ce point. Ce n'était pas là une question qui pouvait être déléguée au groupe de travail. Celui-ci n'examinait pas exclusivement ou essentiellement des questions n'intéressant que le Conseil du personnel. L'intervenant estimait toutefois possible qu'il y ait des activités parallèles auxquelles le Conseil du personnel pourrait pleinement participer lorsque le sujet le concernait.

Pour le Président, il était clair qu'il n'y avait pas pour l'instant de consensus sur la question de la participation du Conseil du personnel en qualité d'observateur aux travaux du groupe. C'est pourquoi il n'avait formulé aucune proposition à cet égard. Toutefois, comme il l'avait dit auparavant,

cette question pourrait être à nouveau soulevée lorsque le groupe de travail démarrerait ses travaux, et un consensus pourrait se dégager à ce moment-là.

Le représentant de Hong Kong a dit que sa délégation était très déçue que la question des conditions d'emploi du personnel ne soit pas encore résolue. Il importait de trouver maintenant une solution satisfaisante à ce problème. Hong Kong était donc favorable à la création du groupe de travail proposé par le Président et insistait sur le fait qu'il fallait respecter scrupuleusement le délai fixé. En outre, le Conseil général devrait examiner régulièrement les progrès réalisés par le groupe. Enfin, Hong Kong était favorable à la proposition visant à octroyer le statut d'observateur au Conseil du personnel auprès du groupe. Cela serait conforme aux pratiques modernes de gestion ainsi qu'au principe de la transparence et serait bon pour le moral du personnel.

Le Président a dit, que d'après sa proposition, le groupe de travail présenterait un rapport à chaque réunion du Conseil général.

Le représentant du Canada dit que sa délégation était favorable à la proposition du Président, ainsi qu'à la présence du Conseil du personnel en qualité d'observateur aux réunions du groupe de travail pour les raisons citées par le représentant des Etats-Unis. Sur ce dernier point, le Canada s'associait aux observations du Président concernant la déclaration de la Jamaïque. Il était d'avis qu'un groupe de travail comprenant tous les Membres de l'OMC pouvait parfaitement décider s'il voulait ou non inviter le Conseil du personnel à assister à ses réunions. En conclusion, il a dit qu'il n'y avait pas de consensus au Conseil général concernant le point de vue de la Jamaïque.

Le représentant de Haïti a dit qu'après avoir écouté les débats, sa délégation pouvait souscrire à la proposition du Président à une réserve près. Haïti était convaincu qu'une question aussi importante que celle de la participation du Conseil du personnel aux réunions du groupe de travail ne devrait pas être décidée par le groupe lui-même mais plutôt par le Conseil général. Il serait important pour le groupe de travail de connaître les opinions du personnel étant donné que celui-ci était tout aussi concerné par la question que les Membres. Se référant aux tensions qui s'étaient manifestées dans d'autres organisations parce que des questions similaires avaient été mal gérées, l'intervenant a souligné que l'OMC était une organisation trop importante pour lancer ces travaux sans la participation du personnel et devoir ensuite résoudre les problèmes qui surgiraient. Il valait mieux prévenir que guérir et, pour la bonne santé de l'OMC, il était nécessaire que le personnel participe aux réunions du groupe de travail. L'intervenant a répété que cette importante décision devait être prise par le Conseil général. Si aucun consensus ne se dégageait encore, il fallait poursuivre les consultations.

Le Président a dit que, vu l'absence apparente de consensus, il ne semblait pas possible de prendre une décision pendant la réunion en cours sur la question de la participation du Conseil du personnel aux réunions du groupe de travail. Il importait toutefois que le Conseil général décide de la création du groupe à la réunion en cours. Il avait donc suggéré que la question de la participation du Conseil du personnel soit examinée par la suite par le groupe de travail lui-même. L'autre solution consistait à autoriser le Président du Conseil général à poursuivre les consultations sur ce point.

Le représentant de Singapour, prenant la parole au nom des pays de l'ANASE, a appuyé la proposition du Président concernant la création d'un groupe de travail chargé d'étudier un point sur lequel les Membres avaient sans cesse reporté leur décision. La situation actuelle était inéquitable et injuste pour le personnel. Vu le travail considérable que l'OMC aurait à accomplir dans un proche avenir, il était essentiel que le Secrétariat soit satisfait de son sort et les Membres devaient faire à cet égard tout ce qui était en leur pouvoir.

Le représentant du Mexique a dit que cette question était prioritaire et qu'il fallait trouver une solution. Il a appuyé la proposition du Président visant à créer un groupe de travail pour examiner



la question sans préjuger à ce stade du problème de la participation du Conseil du personnel. Il croyait comprendre que les consultations se poursuivraient sur ce dernier point.

Le représentant de la Corée a rappelé que sa délégation était favorable à un règlement rapide de la question des conditions d'emploi du personnel de l'OMC hors du système commun des Nations Unies. C'est pourquoi la Corée appuyait la proposition du Président concernant la création d'un groupe de travail, la question de la participation du Conseil du personnel restant en suspens. L'intervenant estimait que cette dernière question était secondaire par rapport à celle de l'établissement du groupe. Si la participation du Conseil du personnel présentait une difficulté ou un inconvénient pour l'un ou l'autre pays, la Corée n'y serait pas favorable. Ce serait là une approche beaucoup plus réaliste s'agissant de parvenir à une décision positive sur la question des conditions d'emploi du personnel.

Le Directeur général a dit qu'il approuvait la création du groupe de travail proposé par le Président et a félicité ce dernier pour ses efforts. Il espérait que le groupe achèverait ses travaux et parviendrait à un résultat positif très rapidement - même avant l'expiration du délai à la fin du mois de mai - et que la position du Conseil du personnel serait prise en compte d'une manière transparente. Il ne pouvait que répéter à ce stade la déclaration qu'il avait faite à la Conférence ministérielle de Singapour, où il avait dit qu'"en ce moment où était célébré ce grand succès, il se sentait obligé de rappeler la nécessité impérieuse d'établir le plus rapidement possible un Secrétariat de l'OMC indépendant. Cela ne serait qu'une conséquence logique de la création de l'OMC en tant qu'organisation *sui generis* et juridiquement indépendante. Deux années s'étaient déjà écoulées depuis la création de l'Organisation, et le moment était venu de prendre cette décision qui n'avait pas d'incidences financières mais qui était d'une importance cruciale pour le devenir de ses quelque 500 fonctionnaires. Le personnel méritait que soient reconnus son dévouement et sa remarquable contribution et la meilleure façon pour les Membres d'exprimer cette reconnaissance était de prendre le plus rapidement possible une décision sur l'établissement du Secrétariat".<sup>2</sup> Il espérait que le moment était venu pour cela, après deux ans de débats et de mises au point. Le Directeur général a rappelé que l'OMC était fondée sur le principe du consensus, ce qui exigeait que chacun soit conscient de ses responsabilités et fasse preuve de flexibilité. Cela avait été la base de la réussite du GATT, du Cycle d'Uruguay et de la Conférence ministérielle de Singapour. A ce stade des débats sur la question des conditions d'emploi du personnel de l'OMC, il apparaîtrait contraire à la tradition qui avait présidé au succès du système multilatéral et à la réussite économique de tant de pays qu'une minorité campe sur ses positions. Les conséquences pourraient en être très graves pour tout le système. Le Directeur général a vivement recommandé aux Membres d'examiner ces points avec attention.

Le Conseil général a pris note des déclarations, a accepté la proposition du Président concernant la création et le mandat d'un groupe de travail chargé d'étudier la question et a autorisé le Président à désigner le Président du groupe de travail en consultation avec les Membres. Le Conseil général est également convenu que le Président poursuivrait ses consultations sur la question de la participation du Conseil du personnel en qualité d'observateur aux réunions du groupe de travail.

4. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements  
- Consultation avec l'Inde: déclaration du Président du Comité

M. Witt (Allemagne), Président du Comité, a dit que celui-ci s'était réuni les 20 et 21 janvier 1997 pour poursuivre sa consultation avec l'Inde, démarrée en décembre 1995. Le Comité avait pris note de l'évolution positive de la situation économique du pays depuis 1995. Il s'était félicité du fait que les autorités indiennes restaient attachées à la poursuite de la réforme économique et de

---

<sup>2</sup>Voir le document WT/MIN/(96)/SR/9, page 4.

la libéralisation et avait pris note de l'élimination progressive des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article XVIII:B. Le Comité avait aussi pris note de la déclaration du FMI selon laquelle les réserves monétaires de l'Inde n'étaient pas insuffisantes et il n'y avait pas de menace d'une baisse importante de ses réserves. L'Inde avait dit qu'il fallait surveiller de près l'évolution de la balance des paiements et qu'une levée hâtive des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article XVIII:B risquait de compromettre la stabilité économique et le processus de réforme. Compte tenu des discussions en cours, le Comité était convenu de reprendre la consultation avec l'Inde au début de juin 1997 pour examiner un plan d'élimination des mesures notifiées au titre de l'article XVIII:B et pour conclure les consultations conformément à toutes les dispositions pertinentes de l'OMC relatives à la balance des paiements. Dans l'élaboration de ce plan, l'Inde tiendrait dûment compte des intérêts des Membres de l'OMC, de façon équilibrée.

Le représentant des Communautés européennes s'est déclaré préoccupé par le fait que l'Inde continuait de recourir aux dispositions de l'article XVIII:B et attendait avec impatience que les consultations reprennent en juin et que l'Inde respecte pleinement ses obligations au regard de l'OMC.

Le représentant des Etats-Unis s'est félicité de l'attachement exprimé par l'Inde à la réforme économique et à la libéralisation lors de la consultation de janvier. La suppression des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article XVIII:B constituerait un élément important de cette réforme. Les Etats-Unis espéraient recevoir le plan élaboré par l'Inde pour supprimer ces mesures au plus tard la deuxième semaine de mai afin d'avoir le temps de se préparer pour la consultation de juin.

Le représentant de la Suisse a rappelé que son gouvernement était d'avis que le maintien de ces mesures par l'Inde n'était pas justifié au titre des dispositions relatives à la balance des paiements et se félicitait de ce que l'Inde soit prête à élaborer un plan pour les supprimer.

Le représentant du Japon s'est félicité des progrès réalisés lors de la réunion du Comité de janvier et attendait avec intérêt que l'Inde présente un plan de suppression de ses restrictions quantitatives. Il espérait lui aussi recevoir ce plan bien avant la réunion du Comité en juin afin d'avoir suffisamment de temps pour l'examiner et se préparer à la discussion.

Le représentant de l'Inde a dit que la déclaration du Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements était basée sur ce qui avait été décidé collectivement au Comité après deux jours de débats intensifs. L'Inde s'en tenait aux conclusions auxquelles on était parvenu dans ces débats et qui, comme tous les participants en étaient conscients, étaient fondées sur un contexte spécifique et sur certains points d'accord. L'intervenant était donc préoccupé par les déclarations de la Communauté et de la Suisse impliquant que l'Inde ne respectait pas certaines de ses obligations. Il s'agissait là d'une question technique et juridique complexe que le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements était compétent pour régler et l'Inde respecterait les engagements qu'elle avait pris lors de sa consultation avec le Comité. L'intervenant a ajouté que l'amélioration de l'accès aux marchés des principaux pays Membres concernant les produits pour lesquels l'Inde disposait d'un avantage compétitif permettrait de créer le climat politique favorable à l'application des réformes et à la libéralisation.

Le représentant de la Corée a approuvé la position adoptée par l'Inde et attendait avec intérêt d'examiner, à la réunion de juin du Comité, le plan qu'elle présenterait pour se mettre en conformité avec les dispositions de l'OMC.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

5. Equateur: Engagements énoncés dans le Protocole d'accession (WT/ACC/ECU/6)  
- Communication des Etats-Unis (WT/L/202)

Le Président a attiré l'attention du Conseil général sur la communication des Etats-Unis reproduite sous la cote WT/L/202 et l'a informé que l'Equateur avait récemment fait parvenir au Secrétariat, pour distribution aux Membres, des informations relatives à la mise en oeuvre des engagements spécifiques figurant dans le rapport du Groupe de travail de son accession (WT/L/77).<sup>3</sup>

Le représentant des Etats-Unis a dit que l'Equateur avait été le premier pays, après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, à devenir Membre de l'Organisation après avoir mené à bien le processus d'accession au titre de l'article XII. Après quasiment trois ans de négociations, l'Equateur avait accepté des engagements spécifiques qui, dans certains cas, prévoyaient une période transitoire limitée dans le temps visant à lui donner le temps, après l'accession, de prendre les mesures nécessaires à la mise en oeuvre desdits engagements. Les obstacles dressés par l'Equateur aux importations visées par ces engagements constituaient clairement une violation des dispositions de l'OMC et les dates fixées avaient été examinées et approuvées par tous les pays participant au Groupe de travail. L'Equateur avait mis plusieurs mois à examiner et à approuver l'ensemble des conditions d'accession. Cela faisant, il avait intégré les dispositions des Accords de l'OMC dans sa législation. Cependant, il n'avait pas mis en oeuvre un certain nombre des engagements explicites figurant dans le Protocole. L'Equateur n'avait pas encore rempli l'obligation qui lui incombait d'uniformiser les taux de l'impôt sur les biens de consommation spéciaux pour les produits importés et les taux applicables aux produits nationaux similaires au 1er juillet 1996, et les importations faisaient encore l'objet d'une discrimination par rapport aux produits nationaux. Il n'avait pas non plus levé les interdictions d'importer frappant les pneumatiques, vêtements et automobiles usagés au 1er juillet 1996, comme il avait promis de le faire, ni appliqué en ce qui concerne ces importations les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations en matière de santé et de sécurité. En outre, l'Equateur n'avait pas abandonné, lors de son accession, la pratique consistant à refuser de manière discrétionnaire et à des fins protectionnistes les permis d'importation pour les produits agricoles et autres. Les exportations américaines à destination de l'Equateur avaient été bloquées par le refus des autorités de ce pays de délivrer des permis ou d'indiquer les raisons de leur refus. L'Equateur avait également refusé d'appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC au plus tard le 31 juillet 1996, comme il avait promis de le faire, bien que des obligations similaires figurent déjà dans un accord bilatéral, qui lui non plus n'avait pas été mis en oeuvre.

L'Equateur était spécifiquement tenu de présenter un rapport annuel au Secrétariat sur les progrès qu'il réalisait concernant l'application des arrangements transitoires négociés et les raisons pour lesquelles ces engagements n'étaient pas tenus. Ce rapport n'avait pas été présenté. Les Etats-Unis étaient en contact avec l'Equateur depuis juin 1996 à propos de ces questions, s'efforçant de le rendre attentif à leurs préoccupations. Celles-ci avaient été formulées oralement et par écrit et l'Equateur n'avait même pas répondu. En outre, les initiatives qu'il avait prises sur le plan législatif l'éloignaient encore davantage de l'objectif qui consistait à se mettre en conformité avec l'Accord sur l'OMC. Cela faisait du tort à l'OMC, aux intérêts commerciaux de ses Membres et au développement économique de l'Equateur lui-même ainsi qu'à sa crédibilité auprès de l'OMC. Même si les volumes d'échanges affectés, en termes absolus, étaient actuellement faibles, cette question était d'une importance vitale pour l'OMC étant donné que la manière d'agir de l'Equateur menaçait l'équilibre des droits et obligations établi par les conditions d'accession. Cet équilibre était la base même de l'OMC. Les Etats-Unis priaient instamment l'Equateur d'élaborer et de présenter immédiatement le rapport exigé. De plus, l'Equateur devait sans tarder commencer à prendre les mesures nécessaires pour se conformer aux obligations qui lui incombait. S'il était disposé à le faire, les Etats-Unis, et sans aucun doute d'autres Membres de l'OMC, seraient prêts à travailler avec lui pour mettre au point un plan permettant de régler ces

---

<sup>3</sup>La communication de l'Equateur a par la suite été distribuée sous la cote WT/ACC/ECU/8.

problèmes. Les Etats-Unis étaient prêts à collaborer étroitement avec l'Equateur pour élaborer un plan d'action rapide afin de régler la question grâce à un calendrier de mesures spécifiques visant à permettre à l'Equateur de respecter ses obligations au regard de l'OMC. Il fallait agir sans tarder. L'Equateur devrait aborder ces questions et donner des preuves tangibles de son intention de respecter tous les engagements pris lors de son accession.

Le représentant de l'Equateur a dit que la politique commerciale de son pays ces dernières années était clairement allée dans le sens de l'objectif de l'OMC qui était d'accroître le commerce mondial grâce à des échanges plus libres fondés sur des règles multilatéralement convenues. Ce dernier point était l'un des principaux objectifs de tous les Membres de l'OMC qu'ils s'efforçaient d'atteindre en appliquant les Accords conclus au cours du Cycle d'Uruguay. La mise en oeuvre de ces Accords et le respect par les Membres des engagements qu'ils avaient pris avaient récemment été examinés lors de la Conférence ministérielle de Singapour. Après avoir évalué les progrès accomplis et l'application de chacun de ces Accords et après avoir analysé les importants engagements que chaque Membre devait respecter, tous les Membres connaissaient maintenant les progrès enregistrés, voyaient ce qui avait effectivement été réalisé jusqu'à présent et savaient quelles obligations n'avaient pas pu être remplies par les Membres malgré leur volonté de le faire. L'intervenant rappelait cela à la lumière de l'examen par le Conseil général de la communication des Etats-Unis (WT/L/202) concernant certains engagements pris par l'Equateur dans son Protocole d'accession (WT/ACC/ECU/6). Cette communication appelait l'attention sur deux faits principaux. Premièrement, l'Equateur était devenu Membre de l'OMC le 21 janvier 1996, après avoir pleinement démontré que, pour l'essentiel, sa législation et ses pratiques en matière de commerce extérieur dans tous les domaines étaient compatibles avec les règles et disciplines de l'OMC. Deuxièmement, en vertu de son Protocole d'accession, l'Equateur disposait de délais pour mettre en conformité un petit nombre de dispositions relatives à l'application d'une taxe intérieure à la consommation visant un nombre limité et précis de produits, qu'ils soient nationaux ou importés, et les interdictions d'importer frappant les pneumatiques, vêtements et automobiles usagés. L'Equateur avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour continuer à progresser vers l'adoption des mesures qui lui permettrait de se conformer aux engagements pris lors de son accession à l'OMC. Il avait récemment présenté une communication au Secrétariat pour faire savoir aux Membres où il en était du point de vue de la mise en oeuvre de ses engagements et pour indiquer les raisons pouvant expliquer d'éventuels retards dans certains domaines (WT/ACC/ECU/8). Cette situation toutefois n'avait pas d'incidence ni de répercussion majeure sur le flux des échanges et, en dépit de certaines difficultés économiques en 1995 et en 1996, le régime de commerce extérieur de l'Equateur continuait à respecter les règles fondamentales de l'OMC.

Comme cela a été indiqué dans sa récente communication, l'Equateur avait, le 30 décembre 1996, mis en application les modifications approuvées par le Congrès afin de se conformer rapidement aux engagements pris lors de son accession pour ce qui concerne l'impôt sur les biens de consommation spéciaux. Le retard survenu à cet égard était dû à la nécessité de définir une formule appropriée pour éviter des incidences budgétaires et des déséquilibres dans le budget de l'Etat. Pour ce qui était des mesures visant les biens usagés, après son accession, recherchant des éléments de référence pour établir son nouveau régime, l'Equateur avait constaté que plusieurs Membres maintenaient des mesures quelque peu similaires à la sienne. Toutefois et, en dépit du fait que les mesures visant ces produits n'affectaient pas des aspects essentiels du commerce, en raison des caractéristiques propres à ces marchandises et des préférences des consommateurs nationaux, l'Equateur avait engagé un processus visant à adapter son droit aux règles de l'OMC. Il avait récemment pris plusieurs arrêtés ministériels établissant des critères compatibles pour l'importation de véhicules usagés, qui se fondent sur la nécessité de protéger la santé et d'assurer la sécurité des personnes ainsi que de protéger l'environnement. Les véhicules usagés locaux étaient soumis à des règlements analogues. L'Equateur continuerait de faire tout son possible pour se conformer à ses engagements, en particulier en ce qui concerne les autres biens usagés, en tenant compte de la nécessité de protéger la santé humaine et l'environnement. Il lui faudrait un délai raisonnable pour compléter la révision des réglementations liées à certains de ses engagements.

Pour ce qui était de la protection des droits de propriété intellectuelle, l'intervenant a rappelé que l'Equateur appliquait depuis 1993, ainsi que d'autres Membres de l'OMC également parties à l'Accord d'intégration andine, une législation commune qui constituait une base adéquate pour assurer la protection de ces droits. L'Equateur n'avait pas négligé ce sujet important et n'avait pas l'intention d'oublier ses engagements au regard de l'OMC dans ce secteur. Au contraire, il mettait actuellement en oeuvre certaines mesures afin de réglementer divers aspects internes ayant un rapport avec l'Accord sur les ADPIC. Afin d'incorporer dans le droit interne les droits et les obligations résultant pour lui des règles de l'OMC et des dispositions des Accords commerciaux multilatéraux, entres autres celles de l'Accord sur les ADPIC, l'Equateur avait publié ces instruments dans son Journal officiel en juin 1996 et estimait qu'il s'était conformé à l'engagement qu'il avait pris lors de son accession. L'aboutissement du processus d'adoption de règles et réglementations additionnelles était étroitement lié à la réalisation des programmes de coopération technique que les gouvernements et les organisations internationales seraient disposés à lui proposer. L'Equateur pouvait assurer les Membres que, dans ces conditions et grâce à cette coopération, il n'aurait pas besoin de se prévaloir, dans ce cas particulier, des droits dont il bénéficiait en tant que pays en développement, ainsi qu'il était indiqué dans le rapport du Groupe de travail de l'accession à l'OMC.

Le représentant des Communautés européennes s'est déclaré satisfait des informations fournies par l'Equateur et attendait avec intérêt un complément d'information en temps voulu. La Communauté jugerait, comme les Etats-Unis, préoccupant qu'un pays accédant à l'OMC ne se conforme pas à toutes les dispositions de l'Accord dans un délai raisonnable comme convenu dans les conditions négociées lors de son accession.

Le représentant du Venezuela, s'exprimant aussi au nom de la Colombie, a dit que, en tant que membre de la Communauté andine, l'Equateur appliquait comme les autres pays de cette Communauté un régime commun en matière de protection des droits de propriété intellectuelle qui était conforme aux règles de l'OMC et, plus spécifiquement, aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. L'engagement pris par l'Equateur en accédant à l'OMC couvrait évidemment l'Accord sur les ADPIC dans son ensemble, y compris les dispositions en faveur des pays en développement et, plus spécifiquement, celle concernant la période de transition de cinq ans prévue pour permettre les ajustements nécessaires à certaines réglementations nationales. Une interprétation différente de l'engagement cité au paragraphe 78 du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Equateur, outre qu'elle serait injuste, créerait des distorsions juridiques au sein de la Communauté andine et affecterait les droits des autres Membres de cet accord d'intégration vis-à-vis de l'OMC. Pour ce qui était de lever l'interdiction visant les importations de biens usagés, cette obligation ne devrait pas compromettre le droit pour l'Equateur d'imposer des mesures commerciales visant à protéger l'environnement ou la santé des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, comme le faisait légitimement la majorité, voire la totalité, des Membres de l'OMC. Il faudrait tenir dûment compte par conséquent de ce facteur en évaluant la mise en oeuvre par l'Equateur de certains de ses engagements.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que la négociation sur l'accession de l'Equateur avait été importante pour son pays et que sa délégation tenait à ce que les engagements pris soient effectivement mis en oeuvre. La Nouvelle-Zélande suivrait l'évolution de la question et examinerait le rapport présenté par l'Equateur.

Le représentant de la Suisse s'est félicité des informations fournies par l'Equateur, qui seraient soigneusement étudiées par sa délégation. Comme d'autres Membres, la Suisse était préoccupée par les incidences qu'aurait pour le système le fait qu'un pays ne respectait pas ses obligations au regard de l'OMC telles qu'elles figuraient dans son Protocole d'accession. Les conditions de chaque accession étaient le résultat d'une négociation et représentaient un équilibre entre les avantages qu'un pays pouvait tirer de son accession à l'OMC et les concessions qu'il devait faire. Comme sa délégation l'avait déclaré à la réunion du Conseil des ADPIC en novembre 1996, elle estimait que l'Equateur aurait dû appliquer

l'Accord sur les ADPIC à compter du 31 juillet 1996 conformément aux termes de son Protocole d'accession. La Suisse attendait de l'Equateur qu'il mette en oeuvre tous les engagements qu'il avait pris lors de son accession dans les plus brefs délais.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

#### 6. Désignation des Présidents des organes de l'OMC

Le Président a dit que, conformément aux lignes directrices pour la désignation des Présidents des organes de l'OMC approuvées par le Conseil général en janvier 1995 (WT/L/31), il avait procédé à des consultations informelles sur cette question. Sur la base de ces consultations, il estimait qu'un consensus s'était dégagé sur la liste de noms ci-après:

|   |                                    |
|---|------------------------------------|
| Conseil général   | M. C. Lafer (Brésil)               |
| Organe de règlement des différends  | M. W. Armstrong (Nouvelle-Zélande) |
| Organe d'examen des politiques commerciales   | M. M. Akram (Pakistan)             |
| Conseil du commerce des marchandises  | M. T. Johannessen (Norvège)        |
| Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) | Mme C. Luz Guarda (Chili)          |
| Conseil du commerce des services  | M. J. Yung Sun (Corée)             |
| Comité du commerce et de l'environnement  | M. B. Ekblom (Finlande)            |
| Comité du commerce et du développement  | M. D. Baichoo (Maurice)            |
| Comité du budget, des finances et de l'administration                                       | M. K. Morjane (Tunisie)            |
| Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements                      | M. P. R. Jenkins (Royaume-Uni)     |
| Comité des accords commerciaux régionaux  | M. J. Weekes (Canada)              |

Le Conseil général a pris note du consensus concernant la liste de noms ci-dessus.

Le représentant de Hong Kong a fait observer que, selon les lignes directrices adoptées en la matière, le choix d'un président devrait être essentiellement fonction de la capacité de l'intéressé d'exercer les attributions spéciales incombant aux titulaires de ces postes dans le système de l'OMC. Il était également fait référence à la nécessité, apparemment subsidiaire, d'établir un équilibre qui reflète la composition globale de l'OMC, bien que le type d'équilibre souhaité ne soit pas précisé. Cela étant, et compte tenu du fait que les présidents des trois groupes de travail créés par les Ministres à Singapour<sup>4</sup> n'avaient pas encore été désignés, l'intervenant croyait comprendre qu'il n'y aurait pas de lien entre la liste de noms qui venaient d'être cités par le Président et le choix des présidents de ces nouveaux groupes. Il souhaitait souligner que, s'ils acceptaient la liste de noms ci-dessus, les Membres ne préjugeaient en aucun cas du résultat des consultations qui se tiendraient concernant la désignation des présidents des trois groupes. De l'avis de Hong Kong, la qualité essentielle que devaient posséder les présidents désignés dans ces nouveaux domaines sensibles devait être une neutralité réelle et avérée.

Le représentant de Singapour, prenant la parole au nom des pays de l'ANASE, a dit que ceux-ci avaient présenté un candidat qu'ils jugeaient exceptionnellement qualifié. Toutefois, à la suite d'un appel du Président, et pour permettre à ce dernier de mettre un terme aux consultations concernant la liste de noms ci-dessus, ils étaient convenus de s'en tenir à la décision du Président sur ce point.

---

<sup>4</sup>Voir le point 7.

L'intervenant espérait que d'autres participants auraient, le moment voulu, une attitude aussi raisonnable que celle des pays de l'ANASE dans le cas présent.

Le représentant de la Tanzanie a dit qu'il avait observé l'équilibre que reflétait cette liste de noms et s'est déclaré satisfait que l'Afrique ait obtenu deux des onze postes. Il était vrai qu'il n'y avait pas de système de quotas dans l'attribution de ces postes, mais les Membres se devaient, par correction, d'être sensibles à la nécessité d'établir un équilibre régional. En accroissant la place donnée à l'Afrique aux postes de responsabilité, l'OMC montrait qu'elle prenait au sérieux son engagement de mettre un terme à la marginalisation de ce continent dans ses activités. L'intervenant était convaincu que le même esprit prévaudrait lors des consultations concernant d'autres organes subsidiaires et qu'aucun couplage ne serait établi pour l'élection des présidents des trois nouveaux groupes de travail créés par les Ministres à Singapour. Il espérait qu'il serait tenu dûment compte de la nécessité de renforcer la participation de l'Afrique aux activités de l'OMC et sa représentation à des postes de responsabilité.

En tant que représentant d'un des pays les moins avancés, l'intervenant espérait que, comme elle l'avait fait jusque-là, l'OMC continuerait cette année d'accorder une attention particulière à la situation critique de ces pays. Il espérait que les décisions prises à Singapour les concernant seraient mises en oeuvre dans l'esprit dans lequel elles avaient été prises. Les pays les moins avancés espéraient que la réunion envisagée, qui avait pour objectif de favoriser une approche intégrée visant à les aider, à développer leurs possibilités d'échanges, aboutirait à des résultats concrets et positifs. Cette réunion contribuerait beaucoup à aider ces pays à mettre un terme à leur marginalisation croissante.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

7. Suivi de la Conférence ministérielle de Singapour - Groupes de travail chargés d'examiner les liens entre commerce et investissement, l'interaction du commerce et de la politique en matière de concurrence et la transparence des pratiques de passation des marchés publics (WT/MIN(96)/DEC, paragraphes 20 et 21)
  - Consultations sur la désignation des présidents

Le Président a rappelé que la Conférence ministérielle de Singapour avait établi trois groupes chargés d'examiner les liens entre commerce et investissement, l'interaction du commerce et de la politique en matière de concurrence et la transparence des pratiques de passation des marchés publics. Les paragraphes 20 et 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour (WT/MIN(96)/DEC) contenaient les mandats de ces groupes de travail et précisait que le Conseil général devait suivre les travaux de chaque organe et déterminer après deux ans ce que chacun devrait faire par la suite.

Etant donné que ces groupes de travail relevaient du Conseil général, le Président jugeait important que celui-ci prenne les mesures nécessaires pour leur permettre de démarrer leurs travaux dans les plus brefs délais. Il proposait donc que le Conseil général l'autorise à désigner les présidents de ces trois groupes de travail en consultation avec les Membres.

Le représentant du Pakistan a dit que, comme le Président l'avait justement fait remarquer, le Conseil général était responsable de la supervision du travail de ces groupes. C'était donc au Conseil général qu'il devrait revenir d'approuver la désignation de leurs présidents. En conséquence, il croyait comprendre que les résultats des consultations du Président seraient soumis à l'approbation du Conseil général en temps voulu.

Le Président a rappelé que, selon sa proposition, le Conseil général l'autoriserait à désigner les présidents de ces groupes de travail en consultation avec les Membres. Il était clair que le Président ne pouvait procéder à aucune désignation sans l'approbation des Membres. L'idée était simplement

qu'il puisse obtenir cette approbation lors d'une réunion informelle afin que le Conseil général n'ait pas à attendre jusqu'à sa prochaine réunion prévue en avril pour procéder à ces désignations.

Le représentant de la Jamaïque a dit que la désignation des présidents des trois groupes de travail ne devrait pas être laissée au Président. Il faudrait plutôt que le Conseil général approuve leur désignation et une réunion additionnelle du Conseil général pouvait certainement être organisée avant avril à cette fin. Les consultations informelles avaient certes leur place à l'OMC, mais il ne fallait pas en abuser et perdre ainsi la légitimité que confèrent les arrangements institutionnels formels.

Le représentant du Pakistan a dit que, comme la Jamaïque, sa délégation pensait qu'une réunion additionnelle du Conseil général devait être organisée pour approuver les désignations que le Président proposerait à la suite de ses consultations. Il n'y avait pas de raison de s'écarter de la procédure normale à cet égard.

Pour ce qui était des groupes de travail sur l'investissement et sur la politique en matière de concurrence, l'intervenant a dit que, conformément à la Déclaration ministérielle de Singapour, ils devaient travailler en coopération avec la CNUCED, qui avait entrepris des efforts similaires, et que leur calendrier de travail devrait être lié à celui de cette organisation afin de s'inspirer de ses travaux. Par ailleurs, les réunions de ces trois groupes de travail devraient être programmées de manière à ne pas alourdir la tâche des petites délégations. A cet égard, l'intervenant a dit que le groupe d'experts sur le commerce et l'investissement de la CNUCED n'avait pas encore commencé ses travaux. Par conséquent, le Groupe de travail de l'OMC sur le commerce et l'investissement ne pourrait pas bénéficier des travaux du groupe de la CNUCED, considération qu'il faudrait garder présente à l'esprit lorsqu'il s'agirait d'établir son calendrier. De même, le comité chargé d'examiner la politique en matière de concurrence de la CNUCED devait aussi avoir des réunions importantes cette année. L'intervenant espérait qu'il serait tenu compte de ces considérations, conformément à la Déclaration ministérielle de Singapour.

Pour ce qui était du suivi de la Conférence ministérielle de Singapour dans son ensemble, l'intervenant a dit qu'une des critiques qui avaient été formulées, en particulier par certains pays en développement, était que la Conférence ministérielle avait malheureusement été trop axée sur les thèmes nouveaux et ne s'était pas préoccupée des questions de base importantes pour les pays en développement. Il espérait que les Membres pourraient démontrer que ces critiques n'étaient pas fondées. Dans cette optique, il aimerait que le Secrétariat puisse, dans un avenir proche, identifier les mesures que les Membres s'étaient engagés à prendre dans le cadre de l'OMC dans les divers domaines relevant de la compétence de l'Organisation. On pouvait citer par exemple les engagements concernant la marginalisation, les arrangements régionaux, les notifications, les pays en développement, les pays les moins avancés, les textiles et les vêtements, le commerce et l'environnement, les services et le programme incorporé. L'intervenant espérait que prochainement, et peut-être à la prochaine réunion du Conseil général, un document identifiant ces mesures pourrait être mis à la disposition des Membres afin qu'ils puissent suivre les progrès réalisés jusqu'aux réunions suivantes.

Le représentant du Maroc a dit qu'il estimait comme la Jamaïque et le Pakistan que la décision concernant la nomination des présidents des trois groupes de travail devait être prise par le Conseil général. Une considération importante dans le choix des candidats était la durée de leur mandat, c'est-à-dire qu'il fallait décider s'il était limité à 1997 ou s'il s'étendrait au-delà.

Les représentants de l'Uruguay et de l'Egypte ont appuyé le point de vue des orateurs précédents, à savoir que la décision concernant la nomination des présidents devait revenir au Conseil général.

Le représentant de l'Egypte a dit qu'il souhaitait associer le Groupe africain à la dernière partie de la déclaration du Pakistan concernant le suivi de la Déclaration ministérielle de Singapour.



Le représentant de Hong Kong a dit que les observations faites par sa délégation au titre du point 6 de l'ordre du jour sur le fait que le choix des présidents constituait un exercice distinct ainsi que sur les qualités exigées de ces derniers s'appliquaient également au présent point de l'ordre du jour et devraient être prises en compte.

Le Président a proposé, à la lumière du débat, qu'il soit autorisé par le Conseil général à procéder à des consultations et à proposer au Conseil général les noms des présidents des trois groupes de travail.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le représentant du Maroc a dit que, bien que l'Egypte ait apporté le soutien du Groupe africain à la déclaration du Pakistan concernant le suivi de la Déclaration ministérielle de Singapour, cela ne reflétait pas la position de son pays. Les points soulevés par le Pakistan avaient certes été examinés au cours de l'élaboration de la Déclaration ministérielle. Le Maroc croyait qu'un consensus s'était dégagé au cours des débats sur le fait que ni l'OMC ni la CNUCED ne pouvaient faire dépendre leurs propres travaux de ceux de l'autre organisation et que chaque organisation pouvait demander au Secrétariat de l'autre de la maintenir informée des progrès réalisés afin d'éviter tout double emploi et de veiller à ce que les travaux progressent harmonieusement. Le Maroc n'avait pas compris que les travaux de l'OMC dépendraient de quelque manière que ce soit des progrès réalisés par une autre organisation.

Le représentant de Singapour, s'exprimant sur un point distinct mais connexe, a rappelé que l'OMC n'avait toujours pas de logo après deux années d'existence. Depuis décembre, plusieurs délégations lui avaient demandé si son gouvernement serait disposé à proposer à l'OMC d'utiliser le logo de la Conférence ministérielle. Après avoir consulté ses autorités, il pouvait informer le Conseil général que Singapour serait heureuse de céder le logo et le droit qui le protégeait à l'OMC.

Le Président a dit que le Conseil général reviendrait sur ce point en temps voulu.

Le représentant des Etats-Unis a dit qu'en tant qu'ancien président d'un sous-comité du Comité du budget qui avait examiné la question du logo, il serait d'accord, comme cela était suggéré, pour que l'OMC, si elle souhaitait avoir un logo, accepte l'offre de Singapour.

Le représentant de l'Inde a dit qu'il avait cru comprendre que le présent point de l'ordre du jour portait sur le suivi de la Conférence ministérielle de Singapour uniquement dans la mesure où il concernait les consultations relatives à la désignation des présidents des trois groupes de travail établis par les Ministres. Pour ce qui était des questions de fond liées au suivi de la Conférence ministérielle, il supposait que sa délégation aurait l'occasion d'exprimer son point de vue en temps voulu.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

#### 8. Célébration du cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral

Le Président a rappelé, concernant le cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral en 1998, que les Ministres réunis à Singapour étaient convenus de charger le Conseil général d'examiner quelle serait la meilleure façon de célébrer cet événement historique (WT/MIN(96)/DEC, paragraphe 23).

Le représentant du Canada a rappelé<sup>5</sup> que le Ministre du commerce international du Canada avait proposé le paragraphe 23 de la Déclaration ministérielle chargeant le Conseil général d'examiner quelle serait la meilleure façon de célébrer le cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral. Le Canada avait proposé une réunion au niveau ministériel pour célébrer cet anniversaire. Le Ministre canadien avait présenté sa proposition à Singapour car il était important, selon lui, que le public ait davantage conscience de la contribution fondamentale que le système commercial multilatéral avait apportée à la croissance et à la prospérité économiques. Cette célébration était l'occasion idéale d'attirer l'attention du public sur l'importance du système commercial multilatéral pour la croissance et la prospérité. Il convenait de mettre l'accent en particulier sur l'intégration des pays en développement qui devaient prendre pleinement et activement part au système commercial multilatéral. Cependant, tous devaient aussi réfléchir à la question de savoir pourquoi certains Membres de l'OMC, en particulier les moins avancés, n'avaient pas encore bénéficié pleinement des avantages d'un système commercial ouvert. Cette célébration donnerait aussi l'occasion aux Ministres de réfléchir à la gestion de l'OMC en tant qu'institution. En réfléchissant aux modalités possibles de cette célébration, le Canada avait examiné la manière dont le quarantième anniversaire avait été célébré. On avait organisé une table ronde de haut niveau sur l'avenir du GATT et du commerce mondial, dans la perspective des négociations du Cycle d'Uruguay qui venaient juste de commencer. Il se pourrait que l'on envisage de recourir à une formule analogue, mais il faudrait étudier la question de plus près. Le Directeur général pourrait être éventuellement invité à présenter quelques idées et propositions qui seraient examinées par les délégations.

Dans l'optique du Canada, une telle réunion ministérielle ne devrait donner lieu ni à une déclaration ni à aucune décision ministérielle. Le Canada proposait d'associer la réunion du cinquantième anniversaire à la prochaine réunion biennale de la Conférence ministérielle et estimait que la préparation d'un tel événement ne devrait pas paralyser les travaux quotidiens importants des organes permanents de l'OMC. Les préparatifs de la Conférence ministérielle de Singapour avaient pris beaucoup de temps et avaient été parfois excessivement politisés, ce qui avait nuit aux travaux quotidiens de l'Organisation. Le Canada ne voulait pas que cela se reproduise. Les Membres avaient suffisamment de travail à faire après la Conférence ministérielle de Singapour dans le cadre du programme incorporé et en ce qui concernait les autres questions qu'ils étaient convenus d'examiner. Ils ne pouvaient pas s'offrir le luxe de préparatifs qui les empêcheraient de poursuivre leurs travaux importants en cours. Le Canada estimait que les Membres avaient besoin d'une période de deux ou trois ans pour poursuivre le processus de mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay et pour préparer les nouvelles négociations prévues pour la fin de la décennie. C'est pourquoi, le Canada estimait qu'il serait préférable de consacrer seulement un ou deux jours à la célébration du cinquantième anniversaire, parallèlement à la réunion biennale de la Conférence ministérielle qui ferait le point de la situation et durerait une journée. Cela ne nécessiterait pas le même type de préparatifs que la Conférence ministérielle de Singapour mais servirait à atteindre les grands objectifs de l'institution.

Les Membres partageaient la conviction que le système commercial multilatéral était aujourd'hui au moins aussi important qu'il l'était il y a 50 ans en ce qui concerne leurs objectifs fondamentaux. La célébration du cinquantième anniversaire offrait l'occasion idéale d'aider les populations des pays Membres à comprendre en quoi l'évolution continue du système commercial multilatéral pouvait contribuer et contribuerait à répondre à leurs aspirations nationales et à quel point ces aspirations étaient communes à un nombre croissant de nations. Le Canada souhaitait vivement poursuivre le débat sur cette question dans un avenir proche. De toute évidence, une conférence de cette taille et de cette importance exigerait des préparations d'ordre logistique (réservation de chambres d'hôtel et de salles de réunions, par exemple). L'intervenant a rappelé qu'il avait déjà été convenu que la prochaine réunion ministérielle se tiendrait à Genève, qui était d'ailleurs le lieu envisagé par le Canada pour la réunion

---

<sup>5</sup>Le texte complet de la déclaration du Canada a été distribué par la suite sous la cote WT/GC/8.

qu'il proposait. Il était donc important de prendre rapidement une décision sur ce point et le Canada estimait que cela devrait être fait au plus tard en mars 1997.

Le Président a dit que, en tant que représentant du pays hôte de la prochaine Conférence ministérielle, il tenait à insister sur la nécessité de prendre une décision aussi rapidement que possible.

Le Directeur général s'est vivement félicité de la déclaration du Canada. Il avait examiné cette question de manière informelle avec des ministres et des délégations et les idées qui étaient ressorties de ces discussions étaient très proches de ce que venait de dire le représentant du Canada. Le Directeur général attendait avec intérêt de nouveaux échanges de vues dans les semaines et les mois à venir. Il a rappelé qu'à la fin de sa déclaration à la Conférence ministérielle de Singapour (WT/MIN(96)/7), il avait demandé aux Ministres d'envisager de célébrer solennellement le cinquantième anniversaire. Il souhaitait souligner combien il importait que les Membres profitent de cette occasion pour réfléchir ensemble à la manière dont ils pouvaient collectivement améliorer le fonctionnement du système tout en demeurant fidèles à ses principes fondamentaux, à la base desquels était celui de la non-discrimination. Ces principes étaient aussi importants maintenant qu'ils l'étaient il y a 50 ans. Il était indispensable de faire en sorte qu'ils continuent de régir un système qui aurait à terme quelque 160 Membres et de permettre à tous ces Membres, quelle que soit leur situation économique, de participer pleinement aux réalisations et aux avantages du système multilatéral. Le Directeur général estimait lui aussi qu'il était urgent de fixer la date de cette célébration et de la prochaine Conférence ministérielle.

Le représentant du Maroc s'est associé à la déclaration du Canada et a convenu que la date de la réunion proposée devrait être fixée aussi rapidement que possible. Il a suggéré que le Directeur général et le Président du Conseil général coopèrent sur ce point et procèdent à des consultations dans les plus brefs délais pour soumettre des propositions concrètes sur lesquelles le Conseil général pourrait par la suite prendre une décision.

Le représentant de Cuba s'est félicité de l'initiative du Canada. Cuba elle aussi prévoyait de célébrer le cinquantième anniversaire du système commercial, étant donné que la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, qui avait abouti à l'élaboration de la Charte instituant une organisation internationale du commerce s'était déroulée à La Havane de novembre 1947 à mars 1948. Cuba proposait d'organiser un séminaire international à La Havane vers la fin de 1997 pour procéder à une évaluation critique et constructive des 50 dernières années du point de vue du développement.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remercié le Canada d'avoir appelé l'attention sur cette question. La Nouvelle-Zélande estimait elle aussi que la forme que prendrait la réunion proposée nécessitait davantage de réflexion et suggérait que le Directeur général, peut-être en consultation avec le Président du Conseil général, soumette des idées aux Membres pour examen. Il importait de fixer la date de cette réunion aussi rapidement que possible. L'intervenant estimait comme le Canada que les préparatifs ne devaient pas paralyser l'OMC ni entraver ses travaux quotidiens. Toutefois, puisque cette réunion se tiendrait quelque 18 mois après la Conférence ministérielle de Singapour, il pensait que les Ministres ne se contenteraient peut-être pas de se réunir pour rendre hommage à l'Organisation et vanter ses mérites mais souhaiteraient aussi évaluer les résultats obtenus depuis Singapour. Ils souhaiteraient peut-être aussi se tourner vers l'avenir et favoriser certains aspects du programme incorporé.

Le Président a proposé que le Conseil général l'autorise à procéder à des consultations sur ce point.

Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.

9. Postes de Directeurs généraux adjoints  
- Annnonce du Directeur général

Le Directeur général, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé la déclaration qu'il avait faite sur ce point à la réunion du Conseil général du 16 avril 1996<sup>6</sup>, et a rappelé qu'il avait été convenu de reporter les consultations jusqu'après la Conférence ministérielle de Singapour. Conformément aux procédures à suivre à l'avenir pour la désignation des Directeurs généraux adjoints (IBDD, S34/194), il souhaitait informer le Conseil général qu'il entamait maintenant ses consultations concernant les postes de Directeurs généraux adjoints. Il informerait le Conseil général de sa décision le plus rapidement possible et de toute manière avant la fin du mois d'avril.

Le représentant du Maroc a dit qu'après deux années d'existence de l'OMC, et à la lumière de l'expérience acquise, les Membres se devaient d'examiner attentivement la structure de l'Organisation ainsi que celle de son Secrétariat. Selon la délégation marocaine, lorsque les Membres examineraient la question des postes de Directeurs généraux adjoints, ils pourraient aller au-delà de la question du renouvellement ou non-renouvellement des contrats et examiner également celle de la réforme de la structure institutionnelle de l'OMC et de son Secrétariat. Les Membres auraient le temps en 1997 de réfléchir à leur institution. Il n'y avait pas de réunion ministérielle à préparer et les préparatifs de fond des négociations prévues pour la fin de la décennie n'avaient pas encore commencé. L'OMC avait certes bien fonctionné jusqu'à présent, et tous les Membres s'étaient félicités du travail du Secrétariat, mais cela ne devait pas les empêcher de se demander par exemple combien de Directeurs généraux adjoints ou de Divisions le Secrétariat devait avoir et, ce qui était tout aussi important, de combien de comités et de conseils l'OMC avait besoin. Vu la multitude d'organes permanents, et groupes de travail que comptait l'OMC, les petites délégations comme la sienne n'arrivaient pas à suivre. Il fallait apporter un peu d'ordre dans la structure et remédier à tout problème apparent. L'intervenant proposait donc que le Directeur général étende le champ de ses consultations et, avec le Président du Conseil général, envisage la possibilité de procéder à une réforme institutionnelle et à une restructuration du Secrétariat. La question des salaires et des pensions du personnel de l'OMC était liée à celle de la structure du Secrétariat. Etant donné que plusieurs autres organisations internationales étaient en pleine restructuration, l'intervenant estimait que les gouvernements ne pouvaient peut-être pas accepter que le Secrétariat de l'OMC conserve une structure qui ne paraissait pas rationnelle. Il a donc demandé que le Directeur général et le Président du Conseil général, dans leur sphère de compétence respective, examinent cette question et s'efforcent de fournir quelques conclusions d'ici avril. Il a également proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la réunion du Conseil général prévue pour avril un point intitulé: "Possibilité de réforme institutionnelle et de restructuration du Secrétariat".

Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation n'avait pas encore défini sa position concernant la désignation des Directeurs généraux adjoints. Sa délégation était toutefois quelque peu préoccupée par la question de la rationalisation du Secrétariat et attendait avec intérêt d'avoir une nouvelle occasion de présenter son point de vue.

Le représentant de Singapour, s'exprimant au nom des pays de l'ANASE, a dit que le Maroc avait soulevé des points importants. Les délégations de l'ANASE attendaient avec intérêt d'être consultées par le Directeur général concernant la désignation des Directeurs généraux adjoints.

Le représentant du Mexique a dit que les problèmes soulevés par le Maroc étaient extrêmement importants et que ce processus de rationalisation devrait être entrepris par les Membres. Toutefois, s'il avait bien compris le Maroc, ce pays suggérerait de procéder à cette rationalisation dans le cadre des consultations du Directeur général sur les désignations des Directeurs généraux adjoints, mais l'intervenant estimait que ce délai serait trop court. Sa délégation voulait que les deux questions soient nettement dissociées.

---

<sup>6</sup>WT/GC/M/11, point 5.

Le Président a dit que la proposition du Maroc concernant la réforme institutionnelle et la restructuration du Secrétariat pouvait faire l'objet de consultations et être placée à l'ordre du jour de la prochaine réunion si le Maroc le souhaitait.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

10. Organisation des réunions des organes de l'OMC

Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé que le 15 novembre 1995, le Conseil général avait adopté des lignes directrices concernant l'organisation des réunions des organes de l'OMC (WT/L/106). L'objectif avait été de rationaliser le programme des réunions de l'OMC afin de veiller à une utilisation efficace des ressources et de tenir compte des difficultés des petites délégations. Sur la base de ces lignes directrices, un calendrier des réunions avait été élaboré pour 1996, dans lequel les réunions de tous les organes de l'OMC avaient été réparties aussi également que possible sur les 12 mois. Un calendrier similaire a été préparé pour 1997. Toutefois, le calendrier prévu pour 1996 avait été considérablement remanié au cours de l'année. L'accroissement du nombre des réunions avait entraîné une charge de travail considérable pour les délégations et la capacité du Secrétariat d'assurer le service des réunions avait été mise à rude épreuve. Au total, 2 340 réunions s'étaient tenues au siège de l'OMC en 1996, dont 751 avec interprétation simultanée. De plus, 349 réunions programmées, la plupart avec interprétation, avaient été supprimées ou déplacées en 1996, pour un coût de 90 000 francs suisses pendant le premier semestre.

Un certain nombre de délégations s'étaient déclarées préoccupées par le nombre excessif de réunions et se demandaient si elles arriveraient à y participer. C'était principalement le cas des délégations dont les ressources et le personnel permanent à Genève étaient limités, mais des délégations ayant des ressources plus importantes avaient estimé que les lignes directrices publiées dans le document WT/L/106 n'avaient pas été bien suivies, en particulier pour ce qui concernait les réunions informelles. Il fallait reconnaître que 1996 avait été une année particulièrement difficile en raison des préparatifs de la première Conférence ministérielle, mais les préoccupations exprimées par les délégations montraient néanmoins qu'il fallait intensifier les efforts de rationalisation au sein de l'OMC en suivant ces lignes directrices de manière plus stricte. Le Président comptait donc suggérer au prochain Président du Conseil général d'examiner cette question en consultation avec les Présidents des autres organes de l'OMC, afin de faire en sorte que les lignes directrices soient appliquées dans toute la mesure du possible et de chercher des solutions pratiques aux problèmes qui se posaient. Il a suggéré que l'on pourrait peut-être voir si un mécanisme additionnel de coordination des réunions était nécessaire.

Le représentant de la Tanzanie a dit qu'il espérait, vu la prolifération des réunions de l'OMC, qu'il serait tenu dûment compte de la situation critique des petites délégations. Il espérait aussi que les réunions des organes de l'OMC ne se chevaucheraient pas indûment et que, lors de l'établissement du calendrier de ces réunions, il serait tenu compte des réunions se déroulant dans les autres grandes organisations internationales. Les lignes directrices concernant l'organisation des réunions devraient être respectées et l'engagement que représentait la Déclaration ministérielle de Singapour pour ce qui était de faciliter la pleine participation des petites délégations aux réunions de l'OMC devrait se concrétiser.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

11. Election du Président

En qualité de Président sortant du Conseil général, le Président a fait une déclaration (WT/GC(97)/ST/1).

Le Conseil général a ensuite élu à l'unanimité M. Lafer (Brésil) Président.